



# Infomat

## Revue hebdomadaire

Le vendredi 18 juin 1999

### APERÇU

#### ◆ L'économie continue de croître à un bon rythme

Le produit intérieur brut réel a augmenté de 1,0 % au premier trimestre de l'année. L'économie a ainsi maintenu sa croissance vigoureuse observée au trimestre précédent.

#### ◆ Forte baisse du déficit du compte courant

Le déficit du compte courant du Canada a considérablement diminué au premier trimestre, pour s'établir à 1,4 milliard de dollars. La forte hausse de l'excédent au chapitre des biens explique en grande partie ce recul.

#### ◆ La crise asiatique a eu peu d'impact sur l'activité portuaire au pays

En 1998, les ports canadiens, à l'exception de celui de Prince Rupert en Colombie-Britannique, sont demeurés relativement à l'abri des répercussions de la crise économique asiatique, ayant manutentionné à peu près la même quantité de marchandises qu'en 1997.

#### ◆ Le transport interurbain régulier par autobus connaît un regain

Les services réguliers de transport interurbain par autobus connaissent un regain, mais ils n'ont pas retrouvé les niveaux d'activité enregistrés il y a 20 ans. Les sociétés d'autobus nolisés ont accru leur part de marché.

#### ◆ Les ménages dépensent plus en services de taxi que les entreprises et les administrations publiques

En 1997, les ménages ont dépensé 462,1 millions de dollars en services de taxi au Canada. Cette somme représente un peu plus de 50 % des recettes d'exploitation générées par le secteur des services de taxi et de limousine.

#### ◆ Les entreprises de messagerie sont plus actives en Ontario

En 1997, 703 transporteurs du secteur des messageries et des services locaux de livraison ont généré à eux seuls plus de 90 % des recettes d'exploitation de l'industrie. Presque la moitié des expéditions effectuées au pays par ces transporteurs ont été livrées en Ontario.

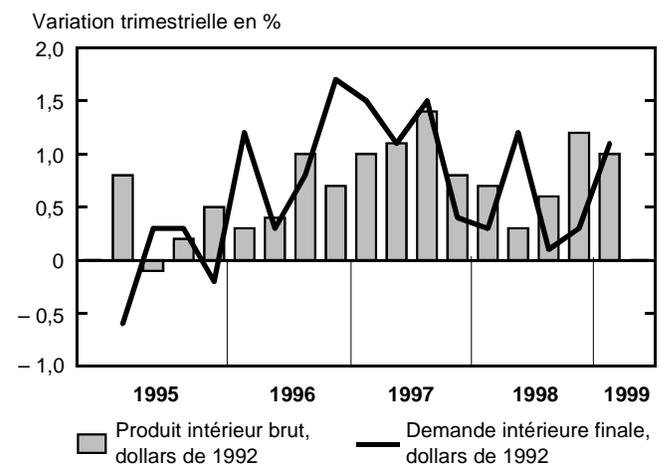
## L'économie continue de croître à un bon rythme

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 1,0 % au premier trimestre de 1999. L'économie a ainsi continué de croître avec vigueur, comme au trimestre précédent. La fermeté de l'économie intérieure et la demande internationale de produits canadiens ont contribué à la progression.

Les dépenses des consommateurs ont repris de la fermeté après avoir stagné pendant deux trimestres, progressant de 1,3 %. Des taux d'intérêt stables et de récentes hausses de l'emploi ont augmenté la confiance des consommateurs. La croissance s'est accélérée dans presque toutes les catégories de dépenses personnelles, les biens durables, notamment les véhicules neufs, venant en tête. L'arrivée tardive de l'hiver dans plusieurs régions du pays a contribué à accroître les dépenses dans certaines catégories.

Ce regain de fermeté des dépenses des consommateurs a eu lieu même si le revenu personnel disponible a augmenté de 0,5 %. Le revenu personnel a progressé à un rythme modéré de 0,7 % (en valeur nominale), ce qui représente un taux de croissance légèrement inférieur à celui du trimestre précédent et un taux plus lent que ceux de l'impôt sur le revenu (+ 1,0 %) et des cotisations aux

### Produit intérieur brut



(suite à la page 2)



### ... L'économie continue de croître à un bon rythme

régimes d'assurance sociale (+ 1,5 %). La baisse trimestrielle des revenus agricoles a amoindri les gains des entreprises individuelles, et les recettes monétaires agricoles ont subi le contrecoup des prix faibles ou à la baisse de plusieurs principales céréales et graines oléagineuses.

L'activité du marché de l'habitation s'est fortement accrue au premier trimestre, l'investissement des entreprises en construction résidentielle ayant augmenté de 3,9 %. Les rénovations et le marché immobilier de la revente ont aussi progressé de façon importante. Les mises en chantier en zone urbaine ont grimpé en Colombie-Britannique et ont monté en flèche en Ontario et dans l'Atlantique. Les ventes de maisons neuves (incluant le terrain) se sont accélérées, atteignant un taux de croissance à deux chiffres; les ventes de logements multiples ont bondi de près de 20 %.

L'investissement des entreprises en machines et matériel a encore progressé vigoureusement (+ 2,2 %), parallèlement avec la croissance des importations. La catégorie des ordinateurs et autre matériel de bureau a contribué à une large part de cette hausse. Les encouragements fiscaux aux petites et moyennes entreprises pour la mise à jour de l'équipement en vue de l'an 2000 ont pu jouer un rôle dans cette progression. Cependant, l'investissement en machines agricoles fait exception; en effet, il a diminué de 11,1 % au cours du trimestre, reflétant la chute du revenu agricole.

Les exportations de biens et services ont augmenté de 2,1 % puisque la vigueur de l'économie américaine a continué de soutenir la demande d'exportations canadiennes. Les exportations

d'automobiles ont été en hausse de 5,6 %, même après la poussée de croissance du quatrième trimestre. Les exportations de machines et matériel ont aussi été une source de fermeté. À la suite d'une baisse au quatrième trimestre, les exportations d'ordinateurs et autre matériel de bureau se sont redressées. Par ailleurs, la signature de nombreux nouveaux contrats internationaux auprès des fabricants canadiens a donné lieu à des livraisons accrues d'aéronefs neufs en Europe et aux États-Unis. Après leur baisse du milieu de l'année, les exportations de matériel de télévision et de télécommunications ont repris leur progression.

En revanche, les exportations de produits énergétiques, surtout de pétrole brut et de charbon, ont fait preuve d'une faiblesse marquée, ayant fléchi de 7,1 %. Des diminutions dans les exportations de machines de forage et d'exploitation minière ont fait écho à ce recul. Les exportations de produits agricoles et de poisson ont aussi chuté. Les exportations de bois ont fléchi de 4,3 %, annulant la hausse légèrement inférieure du trimestre précédent et poursuivant la tendance à la baisse.

Les bénéfices des sociétés avant impôts ont continué de se redresser après être restés faibles au cours du premier semestre de 1998, ayant augmenté de 5,9 % (en valeur nominale). Les bénéfices des branches non financières ont augmenté le plus (+ 8,2 % par rapport au trimestre précédent), surtout les branches de l'automobile et d'autre matériel de transport, de même que celles des services aux entreprises et des biens et services de consommation. Les industries primaires ont quelque peu regagné le terrain perdu, les prix des matières premières ayant commencé à se redresser après de récents creux. À l'opposé, les bénéfices d'exploitation des branches financières, qui comprennent les provisions pour pertes sur prêts et les gains et pertes en capital, ont chuté de 10,3 %, ce qui tranche avec la vigueur du quatrième trimestre de 1998.

**Données stockées dans CANSIM : matrices 701 à 726, 728 à 735, 737 à 744, 748 à 750, 796, 797, 6520 à 6585, 6597 à 6624 et 8600 à 8629.**

Le numéro du premier trimestre de 1999 des **Comptes économiques et financiers nationaux, estimations trimestrielles** (13-001-XPB, 44 \$ / 145 \$) présente les données détaillées. Pour plus de renseignement sur les produits et services offerts, communiquez avec l'agent des Services à la clientèle au (613) 951-3810 (courriel : [iea-crd@statcan.ca](mailto:iea-crd@statcan.ca)). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-3640, Division des comptes des revenus et dépenses.

#### Produit intérieur brut aux prix de 1992<sup>1</sup>

	Variation en %	Variation annualisée en %	Variation d'une année à l'autre en %
Premier trimestre de 1998	0,7	2,8	4,0
Deuxième trimestre de 1998	0,3	1,1	3,2
Troisième trimestre de 1998	0,6	2,6	2,4
Quatrième trimestre de 1998	1,2	4,8	2,8
<b>Premier trimestre de 1999</b>	<b>1,0</b>	<b>4,2</b>	<b>3,2</b>

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

## Forte baisse du déficit du compte courant

**A**u premier trimestre de 1999, le déficit du Canada au chapitre des opérations du compte courant (désaisonnalisé aux taux trimestriels) a fortement diminué pour s'établir à 1,4 milliard de dollars, alors qu'il s'était maintenu entre 4 et 6 milliards de dollars au cours des six trimestres précédents. Les résidents canadiens ont donc continué de dépenser davantage à l'étranger qu'ils n'y ont gagné en biens, en services, en revenus de placement et en transferts courants, mais ils ont ralenti considérablement le rythme de leurs dépenses.

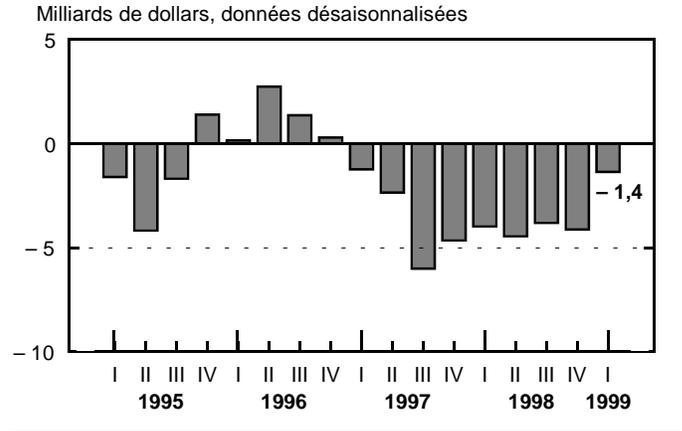
La réduction du déficit du compte courant au premier trimestre est en grande partie attribuable à la forte hausse de 2,7 milliards de dollars de l'excédent sur les biens, lequel a atteint 7,7 milliards de dollars. Cette hausse marquée est elle-même imputable à la progression constante des exportations et au premier recul significatif des importations depuis 1996. Ainsi, dans la foulée de la forte croissance des deux trimestres précédents, les entreprises canadiennes ont enregistré une hausse modérée de leurs exportations. Les importations ont diminué dans une proportion équivalente, ce qui contraste avec la forte demande de produits étrangers qui avait été observée au quatrième trimestre. La hausse des exportations et la baisse des importations ont touché presque exclusivement le commerce avec les États-Unis.

Pour sa part, le déficit au chapitre des services est descendu à son plus bas niveau en 11 ans au premier trimestre, pour se chiffrer à 1,5 milliard de dollars, conséquence de la baisse du déficit au poste des voyages et, dans une moindre mesure, de celui des services commerciaux. Il vaut la peine de mentionner que le déficit au poste des voyages est passé sous le seuil des 0,2 milliard de dollars, et ce pour la première fois en plus de 12 ans. La diminution du déficit au chapitre des services a toutefois été contrebalancée par une hausse du déficit au poste des revenus de placement, qui s'est inscrit à 7,9 milliards de dollars au premier trimestre. Cette hausse modeste reflète principalement la baisse des bénéfices réalisés sur les investissements directs des Canadiens à l'étranger, en particulier dans les secteurs de l'énergie et de la finance.

Les opérations nettes du compte financier et du compte de capital (qui n'est pas désaisonnalisé) se sont annulées au premier trimestre, l'actif et le passif du Canada à l'étranger ayant diminué d'un montant à peu près équivalent. Les investisseurs canadiens ont continué de faire l'acquisition de titres étrangers, mais les 5,1 milliards de dollars investis ne représentaient que 60 % des placements records enregistrés au quatrième trimestre. Les actions étrangères ont représenté la majeure partie de ces acquisitions, faites pour la plupart par les fonds communs de placement. Les investisseurs canadiens ont également continué d'accroître leurs avoirs en obligations étrangères, principalement des bons du Trésor américain.

À l'inverse, les investisseurs étrangers se sont départis de titres canadiens pour une valeur de 6,7 milliards de dollars au premier trimestre. La majeure partie de ce désinvestissement a touché les instruments du marché monétaire, à l'exception des bons du Trésor du gouvernement du Canada. Les investisseurs étrangers ont également réduit leurs avoirs d'actions canadiennes, et ce pour la première fois en près de deux ans.

## Solde du compte courant



Les entreprises canadiennes ont continué d'investir à l'étranger au premier trimestre, mais à un rythme beaucoup plus lent qu'au cours des deux trimestres précédents. Cette tendance s'inscrit dans la forte baisse des activités d'acquisition observée au cours du trimestre. Leurs investissements directs étaient surtout concentrés aux États-Unis et en Asie, essentiellement dans le secteur de la finance et des assurances. De même, les entreprises étrangères ont investi modérément au Canada au cours du premier trimestre. Leurs acquisitions, qui avaient été à l'origine des entrées records enregistrées en 1998, ont été négligeables. Les investissements directs sont venus uniquement des États-Unis et ont été effectués dans la catégorie des « autres branches d'activité », qui inclut les communications et les produits électriques et électroniques.

Les activités soutenues entre les institutions de dépôt canadiennes et étrangères se sont soldées par un net recul des investissements à l'étranger. Les entrées de capitaux au Canada, par l'entremise des institutions financières canadiennes et principalement des banques, ont totalisé la somme record de 16,3 milliards de dollars au premier trimestre, ce qui a plus que compensé les sorties substantielles du trimestre précédent. Parallèlement, une somme appréciable de 10,1 milliards de dollars est sortie du Canada, ce qui a eu pour effet de réduire le passif-dépôts du Canada, lequel avait augmenté d'un montant similaire au trimestre précédent.

Sous l'effet du raffermissement du dollar canadien vis-à-vis de la plupart des principales devises étrangères, le gouvernement fédéral a augmenté ses réserves internationales pour un deuxième trimestre consécutif. Cette hausse est principalement attribuable aux titres libellés en devises américaines, ce qui tranche avec la tendance des deux trimestres précédents.

**Données stockées dans CANSIM : matrices 2325 à 2327, 2355, 2360 à 2377 et 3183.**

Le numéro du premier trimestre de 1999 de la **Balance des paiements internationaux du Canada** (67-001-XPB, 44 \$ / 145 \$) présente les données détaillées. Pour plus de renseignements, communiquez avec Patrick O'Hagan au (613) 951-1798, Division de la balance des paiements et des flux financiers.

## La crise asiatique a eu peu d'impact sur l'activité portuaire au pays

**E**n 1998, les ports canadiens sont demeurés relativement à l'abri des répercussions de la crise économique asiatique, ayant manutentionné un total de 375,2 millions de tonnes de fret, en baisse de seulement 0,2 % par rapport à 1997. Les expéditions internationales (vers des ports étrangers et en provenance de ceux-ci), qui ont représenté environ les trois quarts de ce tonnage, ont diminué de 1,2 % pour se chiffrer à 279,4 millions de tonnes. Cette baisse tient en grande partie au recul des exportations de marchandises en vrac vers l'Asie, qui ont régressé de 9,6 % pour descendre à 56,0 millions de tonnes. Dans l'ensemble, les expéditions du Canada vers des ports étrangers ont diminué de 4,8 %, pour se situer à 178,9 millions de tonnes.

Toutefois, la hausse de 6,1 % des expéditions internationales qui sont arrivées au Canada à partir de ports étrangers a compensé la baisse des expéditions internationales du Canada vers les ports étrangers. Les expéditions en provenance des ports étrangers ont atteint un nouveau sommet de 100,5 millions de tonnes en 1998, dépassant le niveau record établi en 1997. Ces expéditions sont en hausse depuis les sept dernières années. La forte augmentation enregistrée en 1998 est surtout attribuable à une hausse de 4,5 millions de tonnes des cargaisons de charbon à l'arrivée. Les ports canadiens ont aussi déchargé 1,4 million de tonnes de fer, d'acier et d'alliages, des quantités plus importantes d'acier à un coût relativement faible provenant de l'Asie ayant pénétré le marché nord-américain. Les ports ont aussi reçu 1,1 million de tonnes de plus de mazout.

Les expéditions intérieures, représentant le quart restant des cargaisons manutentionnées par les ports canadiens, se sont accrues de 2,6 % pour atteindre 95,9 millions de tonnes. Cette augmentation s'explique surtout par une hausse de 1,5 million de tonnes des expéditions de minerai de fer en partance des ports de Sept-Îles–Pointe-Noire et de Port-Cartier, au Québec, vers les aciéries d'Hamilton. L'augmentation des expéditions intérieures de minerai de fer a presque compensé un recul correspondant des exportations de ce minerai. (Les cargaisons intérieures sont expédiées d'un port canadien à un autre et sont par conséquent manutentionnées deux fois par le système portuaire.)

Il existe cependant une exception majeure aux répercussions par ailleurs minimales de la crise asiatique, à savoir le port de Prince Rupert en Colombie-Britannique. Le fret qui y est manutentionné, soit 8,5 millions de tonnes, a diminué de près du tiers par rapport à 1997, en raison de réductions substantielles des expéditions de charbon et de blé vers les marchés de l'Extrême-Orient. Il en résulte que, dans la liste des ports les plus achalandés, Prince Rupert est passé de la 10<sup>e</sup> place en 1997 à la 13<sup>e</sup> en 1998.

Vancouver, qui est demeuré le port le plus achalandé au Canada en 1998, a été moins touché par la crise asiatique. Les expéditions internationales ont diminué de 3,2 %, pour se chiffrer à 63,1 millions de tonnes, en raison principalement de la baisse des expéditions de blé et de potasse. Il se peut que Vancouver ait profité de la crise économique asiatique. La faiblesse des taux de change en Asie a stimulé la demande d'importations asiatiques vers l'Amérique du Nord, augmentant les cargaisons internationales à l'arrivée à Vancouver, particulièrement le fret conteneurisé. Les expéditions à l'arrivée à partir de ports étrangers ont augmenté de 10,4 %.

### Note aux lecteurs

*Les données sur les expéditions internationales de marchandises sont tirées de documents de Revenu Canada — Douanes, tandis que celles qui portent sur les expéditions intérieures proviennent des sociétés de transport maritime. Les renseignements présentés ici visent environ 200 ports canadiens.*

*Le fret conteneurisé consiste en marchandises de grande valeur transportées dans des caisses métalliques conçues pour être expédiées d'un point à un autre sans que le contenu soit manutentionné. Les conteneurs peuvent aisément être transférés des navires dans des camions ou des trains pour être acheminés à l'intérieur des terres. Nombre de ces conteneurs, par exemple, jusqu'à 50 % pour le port de Montréal, contiennent des cargaisons qui sont en transit entre les États-Unis et des pays d'outre-mer. Ces cargaisons en transit représentent une exportation de revenus au chapitre du transport ainsi qu'un apport de devises étrangères, qui contribuent à l'amélioration de la balance internationale des paiements du Canada. Elles sont aussi une source importante de revenus pour le secteur du transport ferroviaire et routier au Canada.*

Les ports canadiens ont manutentionné un niveau record de fret conteneurisé en 1998, tant du point de vue du tonnage que du nombre de conteneurs, que l'on calcule en unités équivalentes de conteneur (U.E.C.). Le fret conteneurisé a ainsi totalisé 20,1 millions de tonnes, en hausse de 6,7 % par rapport au sommet atteint en 1997. Les ports ont manutentionné environ 2,0 millions d'U.E.C. Les ports de Montréal, de Vancouver et de Halifax représentaient 96 % du fret conteneurisé. À Montréal, ce fret a atteint un niveau record de 8,4 millions de tonnes (+ 6,2 %); à Vancouver, il s'est fixé à un niveau sans précédent de 7,2 millions de tonnes (+ 20,9 %); à Halifax cependant, le fret conteneurisé a diminué pour se chiffrer à 3,6 millions de tonnes (– 14,2 %).

En 1998, les ports canadiens ont manutentionné 38,6 millions de tonnes de pétrole brut en 1998, en baisse de 0,9 % par rapport à 1997. Cependant, le chargement important de 3,2 millions de tonnes du champ pétrolifère Hibernia au large de Terre-Neuve à destination des ports étrangers semble avoir entraîné le déplacement des transbordements de pétrole brut de la Mer du Nord, qui transitaient auparavant par Port Hawkesbury en Nouvelle-Écosse, vers la côte Est américaine. Ainsi, les expéditions de pétrole brut vers cette dernière destination n'ont diminué que de 5,5 %, tandis que les transbordements totaux de pétrole brut de Port Hawkesbury vers les États-Unis ont diminué de 29,4 %, après une année record en 1997.

### Données stockées dans CANSIM : matrices 145 et 146.

*Pour obtenir des données sur les ports canadiens, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (télécopieur : (613) 951-0579; courriel : laroque@statcan.ca), Division des transports. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Doug O'Keefe au (613) 951-0291 (télécopieur : (613) 951-0579; courriel : okeedou@statcan.ca), Division des transports.*

(suite à la page 5)

## ... La crise asiatique a eu peu d'impact sur l'activité portuaire au pays

### Les dix principaux ports canadiens, 1998

	Expéditions intérieures		Expéditions internationales		Expéditions totales	
	Milliers de tonnes	Variation annuelle en %	Milliers de tonnes	Variation annuelle en %	Milliers de tonnes	Variation annuelle en %
Vancouver	1 449	45,1	69 271	-2,2	70 720	-1,5
Sept-Îles-Pointe-Noire	4 616	30,2	19 959	-4,6	24 575	0,4
Montréal-Contrecoeur	5 848	4,3	15 150	1,0	20 998	1,9
Port-Cartier	5 078	-5,3	14 198	-8,6	19 276	-7,8
Saint John	1 940	-2,9	16 555	-11,0	18 496	-10,2
Québec-Lévis	3 130	21,5	12 440	0,5	15 570	4,1
Port Hawkesbury	537	1 447,0	13 860	-12,9	14 397	-9,7
Halifax	2 625	1,4	10 853	-8,8	13 478	-7,0
Hamilton	6 372	30,7	5 924	-9,4	12 296	7,7
Nanticoke	1 193	-1,8	10 527	48,6	11 720	41,2
Total partiel	32 788	13,8	188 737	-3,1	221 525	-0,9
Autres ports	63 067	-2,4	90 613	3,0	153 680	0,7
<b>Total</b>	<b>95 855</b>	<b>2,6</b>	<b>279 350</b>	<b>-1,2</b>	<b>375 205</b>	<b>-0,2</b>

## Le transport interurbain régulier par autobus connaît un regain

Les services réguliers de transport interurbain par autobus connaissent un regain, mais ils n'ont pas retrouvé les niveaux d'activité enregistrés il y a 20 ans. En 1997, plus de 13,9 millions de personnes ont pris l'autobus pour se déplacer d'une ville à l'autre, en hausse de 13,6 % par rapport à 1995, mais ce nombre demeure nettement inférieur aux 30 millions de voyageurs recensés en 1981. Les services réguliers de transport interurbain par autobus ont diminué constamment au cours des années 1980 et au début des années 1990. Au milieu des années 1990, ils ont commencé à s'intensifier au fur et à mesure que les entreprises de transport par autobus ont cerné les nouveaux besoins des consommateurs et s'y sont adaptées.

À la fin des années 1990, la structure du secteur du transport par autobus a commencé à se transformer lorsque les entreprises ont cherché à conquérir une part du marché très concurrentiel des services réguliers de transport interurbain. La progression la plus marquée a été observée chez les sociétés de transport par autobus dont les activités se concentraient antérieurement aux services d'autobus nolisés. En 1995, les sociétés spécialisées dans les services réguliers de transport interurbain ont transporté 83 % de l'ensemble des voyageurs interurbains, comparativement à 7 % seulement pour les sociétés d'autobus nolisés. Deux ans plus tard, la part de marché des transporteurs spécialisés dans les services réguliers passait à 73 %, tandis que celle des sociétés d'autobus nolisés s'élevait à 18 %. Ce sont principalement les sociétés d'autobus nolisés qui ont commencé à développer le marché des services réguliers de transport interurbain des voyageurs. De 1995 à 1997, le nombre de voyageurs transportés par des sociétés d'autobus nolisés dans le cadre de services réguliers de transport a plus que triplé, passant de 851 000 à 2,6 millions.

### Note aux lecteurs

Le présent article est tiré d'un rapport de Statistique Canada sur le transport par autobus qui a été diffusé dans le cadre de la Semaine nationale des transports. L'Enquête sur le transport des voyageurs par autobus et sur le transport urbain est un recensement de tout près de 1 000 sociétés canadiennes de transport par autobus ayant des recettes annuelles supérieures à 200 000 \$. Ces entreprises offrent des services de transport interurbain régulier, de transport urbain, d'affrètement, de transport scolaire, de navette et d'excursion. Le présent article ne contient pas de renseignements concernant le transport urbain. Les renseignements sur le secteur canadien du transport par autobus sont diffusés plusieurs fois par année dans les bulletins de service et dans d'autres périodiques de Statistique Canada de même que dans la publication *Statistique du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain* (53-215-XIB).

La concurrence au sein du secteur a forcé les sociétés de transport par autobus à diversifier leurs sources de recettes, tout comme la concurrence entre l'autobus et l'automobile. Selon l'Enquête sur les voyages des Canadiens, l'automobile représentait 90 % de tous les déplacements interurbains de voyageurs en 1997. Cette année-là, les entreprises de transport régulier ont perçu des recettes d'environ 304 millions de dollars, en baisse de 8,5 % par rapport à 1995. Pour leur part, les sociétés d'autobus nolisés ont déclaré des recettes de 253 millions de dollars, en hausse de 3,9 %. De 1995 à 1997, les entreprises de transport interurbain régulier ont tiré, en moyenne, 62 % de leurs recettes des services réguliers de transport et 23 %, des recettes d'expédition express de colis. Bien que les entreprises de transport régulier par autobus doivent soutenir la concurrence posée par les

(suite à la page 6)

### ... Le transport interurbain régulier par autobus connaît un regain

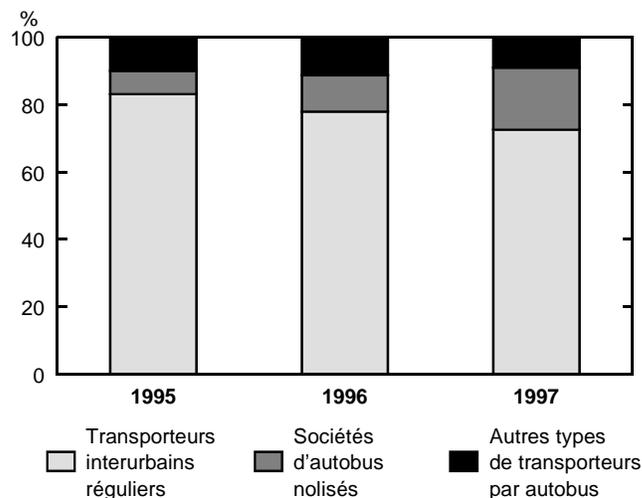
services de messagerie, les services d'expédition express de colis continuent d'être une importante source de recettes au cours des années 1990.

De leur côté, les sociétés d'autobus nolisés ont tiré, en moyenne, seulement 61 % de leurs recettes des services d'affrètement de 1995 à 1997. Environ 9 % de leurs recettes provenaient des services réguliers de transport interurbain et 7 %, des services de transport scolaire. En fait, pour l'année 1997, les services d'affrètement n'ont représenté que 58 % des recettes des sociétés d'autobus nolisés comparativement à 64 % en 1995. Les services réguliers de transport interurbain, en revanche, ont constitué 13 % de leurs recettes en 1997 par rapport à seulement 5 % en 1995.

D'autres segments du secteur ont également diversifié leurs activités. De 1995 à 1997, les entreprises de transport scolaire ont tiré, en moyenne, près de 80 % de leurs recettes du transport des écoliers. Cependant, les services d'affrètement ont représenté près de 10 % de leurs recettes. Les sociétés de transport scolaire ont déclaré des recettes légèrement supérieures à 1 milliard de dollars en 1997.

Ces données semblent indiquer que les entreprises d'autobus nolisés sont celles qui ont le mieux réussi à diversifier leurs sources de recettes. Ces résultats ne sont pas surprenants étant donné que les entreprises d'autobus nolisés semblent avoir de la souplesse sur le plan de la demande des consommateurs, de la taille et de la composition des parcs de véhicules. Les transporteurs qui fournissent des services réguliers doivent, par définition, fonctionner sans égard au taux d'occupation. Ces facteurs permettent aux entreprises d'autobus nolisés de repérer et de tirer parti de nouvelles possibilités d'affaires qui peuvent se manifester rapidement. Les entreprises qui assurent des services de transport scolaire, de transport urbain et de transport interurbain régulier sont celles qui éprouvent le plus de difficulté à adapter leurs parcs de véhicules et leurs horaires et à profiter des nouvelles activités

### Part de marché des services de transport interurbain par autobus



sur une base quotidienne sans avoir à acquérir du matériel dont le taux d'utilisation pourrait être peu élevé.

Une comparaison détaillée du secteur canadien du transport par autobus de 1995 à 1997 est présentée dans la publication annuelle *Statistique du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain* (53-215-XIB, 30 \$). Cette publication est disponible sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca). Pour obtenir des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (courriel : [larocque@statcan.ca](mailto:larocque@statcan.ca)), Division des transports. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Louis Pierre au (613) 951-8775 (courriel : [pierlou@statcan.ca](mailto:pierlou@statcan.ca)), Division des transports.

## Les ménages dépensent plus en services de taxi que les entreprises et les administrations publiques

**E**n 1997, les ménages ont dépensé 462,1 millions de dollars pour les services de taxi au Canada. Cette somme représente un peu plus de 50 % des recettes d'exploitation totales de 873,1 millions de dollars générées par le secteur des services de taxi et de limousine. Les entreprises et les administrations publiques ont dépensé la proportion restante pour ces services.

On estime que 41 905 établissements, incluant les sociétés de taxi, les associations de taxi et les chauffeurs à leur propre compte, ont été en activité au moins une journée au Canada en 1997. De ce total, 36 799 avaient des recettes annuelles de moins de 30 000 \$. Environ 70 % de l'ensemble des établissements de services de taxi et de limousine sont situés en Ontario et au Québec.

Ensemble, ces établissements ont généré des recettes d'exploitation de 873,1 millions de dollars en 1997. Cela équivaut à des recettes d'exploitation moyennes de près de 21 000 \$ par établissement. Les recettes d'exploitation moyennes par établissement les plus élevées ont été observées au Manitoba (environ 51 000 \$) et les moins élevées, au Québec (environ

#### Note aux lecteurs

L'Enquête sur l'industrie des services de taxi et de limousine de 1997 constitue le premier effort concerté pour recueillir et publier des statistiques financières et d'exploitation sur ce secteur d'activité au Canada. Cette enquête a été réalisée dans le cadre du Programme des enquêtes unifiées auprès des entreprises.

12 000 \$). Parmi toutes les provinces, c'est au Manitoba que la proportion des établissements ayant des recettes annuelles inférieures à 30 000 \$ est la plus faible, alors que cette proportion est la plus élevée au Québec.

Les dépenses d'exploitation des établissements de services de taxi et de limousine se sont chiffrées à 692,6 millions de dollars en 1997. En soustrayant cette somme des recettes d'exploitation, une marge d'exploitation de 180,5 millions de dollars a été dégagée en tant que profits pour les sociétés et les associations de taxi et en tant que revenus pour les chauffeurs à leur propre compte. Les salaires, traitements et bénéfices ont été la principale dépense

(suite à la page 7)

### ... Les ménages dépensent plus en services de taxi que les entreprises et les administrations publiques

engagée, représentant près de 27 %, ou 184 millions de dollars, des dépenses d'exploitation. Les droits d'immatriculation, les impôts fonciers et les taxes professionnelles ont atteint 149,0 millions de dollars, ou 22 %, des dépenses d'exploitation. À 100,0 millions de dollars (14 % des dépenses d'exploitation), la troisième catégorie la plus importante de dépenses a été les autres services achetés, comprenant notamment les assurances, les frais de publicité et de promotion, le téléphone et autres services de télécommunication ainsi que les paiements aux chauffeurs à leur propre compte. Enfin, les coûts de l'énergie et des fournitures ont constitué 13 % des dépenses d'exploitation, ou 86,9 millions de dollars.

### Données stockées dans CANSIM : matrices 10195 à 10207.

Un article spécial sur le secteur des services de taxi et de limousine paraîtra dans quelques semaines dans le **Bulletin de service — Transport terrestre et maritime** (50-002-XIB, 10 \$). Pour plus de renseignements sur le Programme des enquêtes unifiées auprès des entreprises, communiquez avec Les Graham au (613) 951-6566 (courriel : [grahles@statcan.ca](mailto:grahles@statcan.ca)), Division des statistiques des entreprises. Pour obtenir des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (courriel : [laroque@statcan.ca](mailto:laroque@statcan.ca)), Division des transports. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Robert Masse au (613) 951-0365 (courriel : [massrob@statcan.ca](mailto:massrob@statcan.ca)), Division des transports.

## Les entreprises de messagerie sont plus actives en Ontario

**P**armi l'ensemble des transporteurs du secteur des messageries et des services locaux de livraison, 703 avaient des revenus annuels de 150 000 \$ et plus en 1997. À eux seuls, ils ont généré plus de 90 % des recettes d'exploitation totales de l'industrie en 1997, soit 3,5 milliards de dollars. De cette somme, 3,2 milliards provenaient des services de livraison : les expéditions à destination du marché canadien ont constitué 86 % des recettes totales de livraison, celles à destination des États-Unis, 10 %, et celles à destination des autres pays, 4 %. Presque la moitié des expéditions effectuées au pays par ces transporteurs ont été livrées en Ontario. Par ailleurs, les 703 transporteurs ont réalisé environ 260 millions d'expéditions et ont gagné en moyenne 12 \$ de recettes de livraison par expédition.

On estime que 11 417 établissements représentant tous les transporteurs du secteur des messageries et des services locaux de livraison ont été en activité au moins une journée au Canada en 1997. Cette année-là, ils ont engendré des recettes d'exploitation de 3,8 milliards de dollars. Leurs dépenses d'exploitation se sont élevées à 3,5 milliards de dollars, les principales catégories de dépenses étant les salaires, traitements et bénéfices (1,4 milliard de dollars) ainsi que les autres services achetés (1,1 milliard de dollars), principalement les paiements aux propriétaires-exploitants et les services de transport achetés. De tous ces établissements, environ 40 % étaient situés en Ontario.

Les entreprises de messagerie qui fournissent des services de livraison au Canada ou ailleurs dans le monde ont enregistré environ 86 % des recettes totales de livraison (2,7 milliards de

### Note aux lecteurs

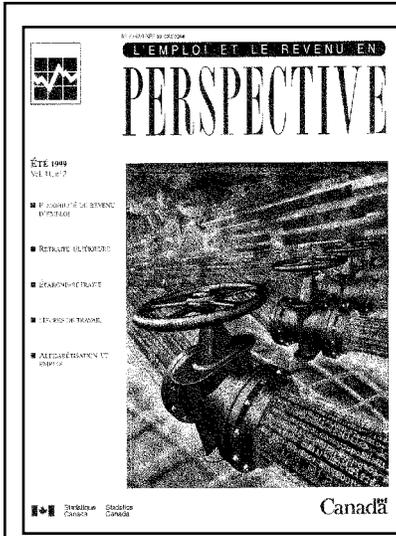
L'Enquête sur l'industrie des messageries et des services locaux de livraison de 1997 constitue le premier effort concerté pour recueillir et publier des statistiques financières et d'exploitation sur ce secteur d'activité au Canada. Cette enquête a été réalisée dans le cadre du Programme des enquêtes unifiées auprès des entreprises.

dollars). Pour leur part, les entreprises de messagerie offrant des services locaux de livraison se sont partagé le reste des recettes (448 millions ou 14 %). Les moyens de transport terrestre ont été utilisés pour fournir à peu près 59 % des services de livraison, tandis que l'avion a été choisi pour fournir les 41 % restants.

### Données stockées dans CANSIM : matrices 10100 à 10130, 10134, 10162 à 10170, 10183 à 10187 et 10191.

Le **Bulletin de service — Transport terrestre et maritime** (50-002-XIB, 10 \$) fera paraître dans quelques semaines un article spécial sur le secteur des messageries et des services locaux de livraison. Pour plus de renseignements sur le Programme des enquêtes unifiées auprès des entreprises, communiquez avec Les Graham au (613) 951-6566 (courriel : [grahles@statcan.ca](mailto:grahles@statcan.ca)), Division des statistiques des entreprises. Pour obtenir des données, communiquez avec Robert Larocque au (613) 951-2486 (courriel : [laroque@statcan.ca](mailto:laroque@statcan.ca)), Division des transports. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Robert Masse au (613) 951-0365 (courriel : [massrob@statcan.ca](mailto:massrob@statcan.ca)), Division des transports.

## Nouveautés de Statistique Canada



### L'emploi et le revenu en perspective Été 1999

Le plus récent numéro de *L'emploi et le revenu en perspective* examine plusieurs sujets liés à l'emploi et au revenu : la mobilité salariale des Canadiens de 1982 à 1992, la tendance chez les hommes à exercer un emploi après 65 ans, les modèles d'épargne-retraite de différents groupes de travailleurs, la tendance à s'éloigner de la semaine normale de travail ainsi que l'utilisation et la sous-utilisation des capacités de lecture en milieu de travail.

On trouve aussi en supplément à ce numéro la *Rétrospective du mouvement syndical au Canada*, qui résume les statistiques sur les syndicats jusqu'en 1995, année la plus récente de données disponibles. Cette publication passe en revue certaines grandes tendances qui ont marqué l'économie et le marché de travail au cours des trois dernières décennies et examine brièvement l'incidence de ces changements sur l'effectif syndical et sur les taux de syndicalisation.

Le numéro d'été 1999 de *L'emploi et le revenu en perspective* (75-001-XPF, 18 \$ / 58 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (courriel : [poldhen@statcan.ca](mailto:poldhen@statcan.ca)), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.

### La dynamique de l'emploi autonome

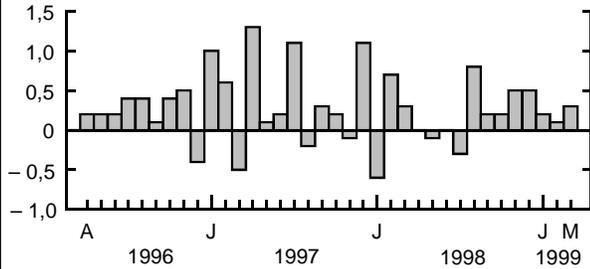
Selon deux nouvelles études de Statistique Canada portant sur la dynamique de l'emploi autonome des années 1970 jusqu'aux années 1990, le nombre d'emplois autonomes créés augmente depuis la fin des années 1970, que l'économie soit en récession ou en période d'essor. Rien n'indique que l'emploi autonome augmente à un rythme plus rapide lorsque le taux de chômage est plus élevé. Les études portent à la fois sur la proportion de la population active qui travaillait à son compte et sur la probabilité qu'une personne devienne travailleur indépendant.

Les deux documents de recherche s'intitulent *L'accroissement de l'emploi autonome en période de chômage élevé : analyse empirique des faits récents survenus au Canada* (document de recherche n° 133) et *Dynamique de la création et de la disparition d'emplois autonomes au Canada* (document de recherche n° 134). Pour commander ces publications, communiquez avec Hélène Lamadeleine au (613) 951-5231. Ces documents sont également disponibles gratuitement sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca), sous les rubriques « Produits et services », puis « Documents de recherche ». Pour plus de renseignements sur ces deux documents, communiquez avec Garnett Picot au (613) 951-8214 (télécopieur : (613) 951-5403) ou avec Zhengxi Lin au (613) 951-0830, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.

## Tendances actuelles

### Produit intérieur brut

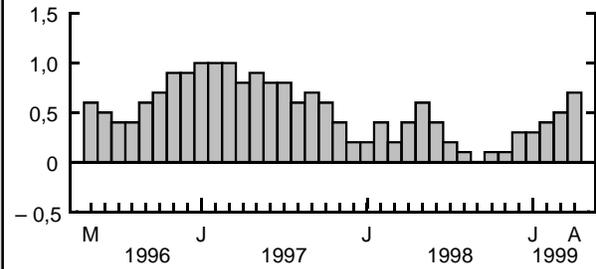
Variation mensuelle en %



L'activité économique a continué de progresser en mars (+ 0,3 %), prolongeant la croissance constante de l'économie depuis le milieu de 1998.

### Indice composite

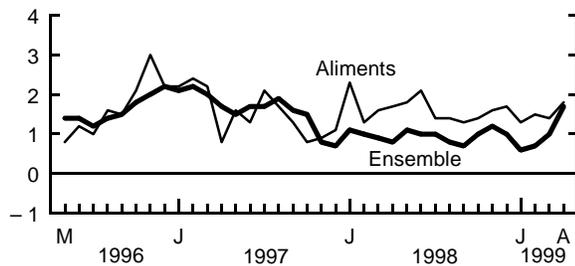
Variation mensuelle en %



La croissance de l'indicateur avancé a continué de s'accroître, enregistrant une hausse de 0,7 % en avril.

### Indice des prix à la consommation

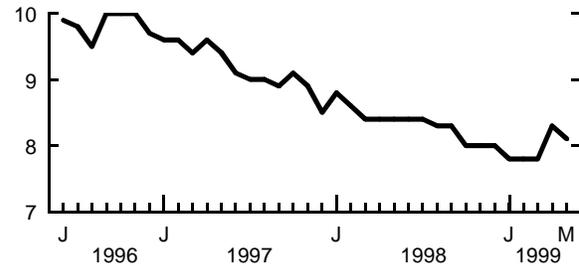
Variation annuelle en %



Les consommateurs ont versé 1,7 % de plus pour l'achat de biens et de services en avril 1999, comparativement au même mois de l'année précédente. Le prix des aliments s'est accru de 1,8 %.

### Taux de chômage

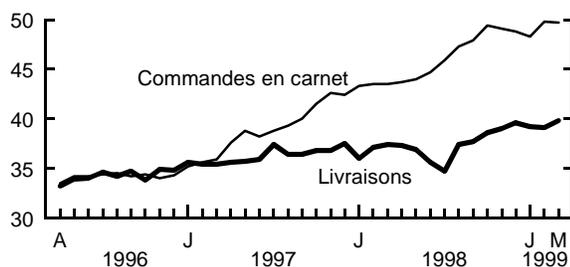
%



En mai, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a diminué, faisant fléchir le taux de chômage de 0,2 point, à 8,1 %.

### Fabrication

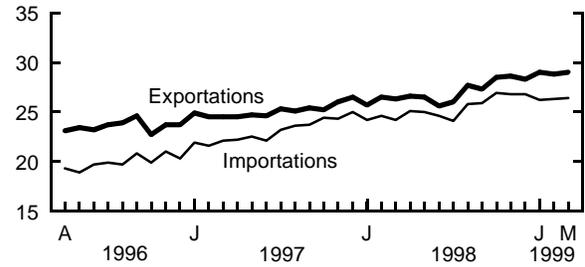
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants se sont accrues de 2,0 % en mars, pour s'établir à 39,8 milliards de dollars. La valeur des commandes en carnet a diminué de 0,3 %, pour se fixer à 49,7 milliards de dollars.

### Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En mars, les exportations de marchandises ont augmenté de 0,6 % par rapport à février, pour atteindre presque 29,0 milliards de dollars. Les importations ont à peine varié (+ 0,2 %), pour se chiffrer à 26,4 milliards de dollars.

**Note :** Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

## Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
<b>GÉNÉRAL</b>				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	mars	733,1	0,3 %	2,4 %
Indice composite (1981 = 100)	avril	212,9	0,7 %	4,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1 <sup>er</sup> trim. de 1999*	..	3,1 %	..
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1 <sup>er</sup> trim. de 1999	83,1	0,5 †	- 0,3 †
<b>DEMANDE INTÉRIEURE</b>				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mars	21,3	1,1 %	4,9 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	avril*	128,2	1,5 %	3,2 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	mars	29,3	0,8 %	5,2 %
<b>EMPLOI</b>				
Personnes occupées (millions)	mai	14,64	- 0,1 %	2,5 %
Taux de chômage (%)	mai	8,1	- 0,2 †	- 0,3 †
Taux d'activité (%)	mai	65,7	- 0,3 †	0,6 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mars	605,47	0,0 %	- 0,3 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	mai	157	0,9 %	10,0 %
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mars	29,0	0,6 %	10,3 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mars	26,4	0,2 %	8,9 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mars	2,6	0,1	0,6
<b>FABRICATION</b>				
Livraisons (milliards de dollars)	avril*	39,5	- 0,8 %	5,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	avril*	39,0	- 1,5 %	4,1 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	avril*	49,2	- 1,0 %	12,6 %
Ratio des stocks aux livraisons	avril*	1,27	- 0,02	- 0,03
<b>PRIX</b>				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	avril	110,1	0,5 %	1,7 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	avril	119,9	0,0 %	0,8 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	avril	112,1	4,9 %	0,4 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	avril*	100,6	0,1 %	0,7 %

*Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*

\* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

.. Nombre non disponible en raison du remaniement de l'enquête.

# Infomat

## Bulletin hebdomadaire

Publié par la Division des communications de Statistique Canada.  
Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.  
Chef, Diffusion officielle : Chantal Prévost, (613) 951-1088;  
prevcha@statcan.ca.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix pour l'extérieur du Canada sont les mêmes, mais ils sont exprimés en dollars américains. Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.  
© Ministre de l'Industrie, 1999. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



## Publications parues du 10 au 16 juin 1999

Division / Titre de la publication	Période	Numéro au catalogue	Prix : Numéro / Abonnement	
			Canada (\$ CAN)	À l'extérieur du Canada (\$ US)
<b>AGRICULTURE</b>				
Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada : tendances géographiques du bien-être socioéconomique des collectivités des Premières Nations, vol. 1, n° 8	1996	21-006-XIF	gratuit	gratuit
Le commerce des grains au Canada	1997-1998	22-201-XPB	44	44
<b>CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE</b>				
Juristat — Le recueil de données sur la justice, vol. 19, n° 7	1997			
Internet		85-002-XIF	8 / 70	--
Papier		85-002-XPB	10 / 93	10 / 93
Juristat — Les refuges pour femmes violentées au Canada, vol. 19, n° 6				
Internet		85-002-XIF	8 / 70	--
Papier		85-002-XPB	10 / 93	10 / 93
La violence familiale au Canada : un profil statistique	1997			
Internet		85-224-XIF	gratuit	gratuit
Papier		85-224-XPB	25	25
<b>COMMERCE INTERNATIONAL</b>				
Exportations par marchandise	mars 1999			
Microfiche		65-004-XMB	37 / 361	37 / 361
Papier		65-004-XPB	78 / 773	78 / 773
Exportations par pays	1 <sup>er</sup> trim. de 1999			
Microfiche		65-003-XMB	62 / 206	62 / 206
Papier		65-003-XPB	124 / 412	124 / 412
Importations, commerce de marchandises, vol. 1 et 2	1998			
Microfiche		65-203-XMB	103	103
Papier		65-203-XPB	258	258
<b>CULTURE, TOURISME ET CENTRE DES STATISTIQUES SUR L'ÉDUCATION</b>				
La culture en perspective	printemps 1999	87-004-XPB	9 / 27	9 / 27
<b>FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE</b>				
Huiles et corps gras	avril 1999	32-006-XIB	5 / 47	--
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	avril 1999	41-011-XIB	5 / 478	--
Services de gaz	février 1999	55-002-XPB	17 / 165	17 / 165
<b>INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL</b>				
Permis de bâtir	avril 1999	64-001-XIB	19 / 186	--
<b>MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES</b>				
Produit intérieur brut par industrie	mars 1999	15-001-XPB	15 / 145	15 / 145

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version imprimée; et -XDB, la version électronique sur disquette ou sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.) Les prix des publications électroniques sur Internet sont exprimés en dollars canadiens.

## Pour commander les publications

**Pour commander *Infomat* ou l'une ou l'autre des publications précitées :**

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

**Pour commander sur Internet :** Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous la rubrique « Produits et services ».

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

**Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.**

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

**Changement d'adresse :** Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

**Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca).**